

CLAUDE LEFORT (1924-2010)

AVEC LEFORT

Dionys Mascolo, Robert Antelme, Louis-René des Forêts, Marguerite Duras, Violette Morin et moi-même avons fondé un comité contre la guerre en Afrique du Nord, en novembre 1955. Ce comité obtint de nombreuses et illustres adhésions, dont celles de Roger Martin du Gard, qui ne signait jamais de manifestes, et de François Mauriac. Lefort rejoignit le comité, peut-être à ses débuts.

L'événement qui nous fit découvrir, aimer et admirer Lefort fut sa mémorable intervention à notre comité en automne 1956, au moment de l'agression soviétique contre la révolution hongroise. Une partie des membres du comité, dont Dionys Mascolo, Robert Antelme et moi-même, estimait qu'il était impossible de condamner au nom du droit des peuples la répression française en Algérie et de se taire sur la répression soviétique en Hongrie. Bien entendu, les communistes et « progressistes » du comité s'opposaient à toute prise de position sur la Hongrie. Les orateurs se succédaient diversement à la tribune, puis Lefort intervint. De façon démonstrative, implacable, impérieuse, dans un silence impressionnant, il trouva les paroles qui étaient à la hauteur de ce formidable événement, et son discours transporta d'enthousiasme la plupart des présents. Ce moment nous a fortement liés. Puis le sort tragique de la révolution hongroise nous souleva ensemble dans d'innombrables réunions. Nous étions devenus frères.

Lefort fut introduit par Dionys dans notre petit groupe de la « rue Saint-Benoît ». Nous ne savions pas grand-chose de *Socialisme ou Barbarie* (que nous appelions de façon plausible, en songeant à l'Union soviétique, *Socialisme et Barbarie*) où Lefort militait sous pseudonyme, et les échos de sa polémique avec Sartre dans *Les Temps modernes* nous étaient trop vaguement arrivés aux oreilles. Puis les craquements dans le communisme stalinien, qui se manifestèrent avec le rapport Mikoyan, le rapport Khrouchtchev, les remous en Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, bref tout ces merveilleux mois de 1956 où l'histoire semblait devoir vomir le totalitarisme forgé par Staline, tout cela nous rapprocha dans une même espérance et de mêmes exigences.

Nous devînmes progressivement familiers Dionys, Robert, Lefort et moi-même. Il y eut quelques années de connivence heureuse où nous nous retrouvions sans cesse, à Paris et en vacances, Lefort et Annie, Robert et Monique, Dionys et Marguerite, Violette et moi.

L'octobre polonais de 1956 avait soulevé bien des espérances. Il y avait eu une menace d'intervention soviétique en Pologne, mais l'unanimité du peuple polonais la fit reculer. Gomulka, victime de Staline, était revenu au secrétariat général du parti. Il jura dans un grand meeting que le droit de grève était rendu à la classe ouvrière. Dionys, Robert et moi espérions en un

«communisme libéral»; nous croyions que le système soviétique pouvait se réformer de l'intérieur. Lefort ne partageait pas ces illusions, mais il croyait qu'une révolution «véritablement» socialiste pouvait sortir de la crise du stalinisme. Bien que l'intervention en Hongrie nous fit rapidement abandonner l'idée que le rapport K allait conduire à la réforme de l'URSS, nous espérions encore en la Pologne, Dionys reçut une invitation à se rendre à Varsovie, envoyée par Georges Lisovski, de la revue *Tworzosch*. Dionys proposa pour l'accompagner les noms de ses amis Antelme, Lefort, Morin. Nous décidons de partir en voiture, dans la *Peugeot* de Dionys. À l'époque, il n'y avait pas de circulation automobile de France en Allemagne de l'Est, et de l'Allemagne de l'Est en Pologne. Du reste nous n'avons obtenu des autorités soviétiques (qui géraient en France les intérêts de l'Allemagne de l'Est, non reconnue diplomatiquement) qu'un visa pour chemin de fer. Comme je connaissais assez bien la façon de prendre de haut les garde-frontières de l'Allemagne de l'Est (en me disant écrivain officiellement invité), j'encourageai mes amis à maintenir notre projet automobile et nous sommes partis une matinée de janvier 1957. Nos compagnes nous avaient fait enfiler des caleçons de sous-marinières polaires, puis recouverts de multiples laines. Le mythe de l'hiver polonais était tel qu'à la porte de Vincennes Robert s'écria «Stop ! Verglas». Nous sortons de la voiture et en nous penchant découvrons seulement une tache d'huile qui brillait au soleil du petit matin. Nous franchissons sans encombre les barrages entre les deux Allemagne et arrivons le soir à Francfort-sur-Oder, fleuve où passe la «frontière de l'amitié» entre le peuple allemand et le peuple polonais. Le pont-frontière de l'amitié n'avait pas servi depuis de longs mois et était fermé par des barbelés. Les garde-frontières allemands n'étaient pas là. Klaxons. Appels. Finalement arrivent les uniformes, ahuris, qui prennent nos documents et vont s'enfermer pour réfléchir. Bien que leur poste-frontière ne fût pas mentionné dans nos

visas, le cachet soviétique les impressionna, et ils déplacèrent les barbelés. Nous voici en Pologne où nous accueillent joyeusement les garde-frontières polonais. Après que dans les premiers villages traversés notre voiture eut reçu quelques crachats de paysannes (nous prenant pour des Russes ou des Allemands, sans nous indiquer la *Kawiarna* [la taverne] que nous demandions, j'ai l'idée de nous faire reconnaître comme «*fransouski*» et nous voici accueillis à bras ouverts, projetés dans des tavernes où la vodka coule dans de grands verres. De taverne en taverne, on arrive à Wrocław, à l'hôtel Orbis, où clients, personnels, réceptionnistes sont tous ivres. La vente de vodka devait être interrompue le lendemain, jour d'élections.

À Varsovie, nous multiplîâmes les rencontres avec des intellectuels octobristes, des responsables politiques réformateurs (pour qui nous étions des «trotskistes»), nous visitâmes des conseils ouvriers... Déjà, la plupart de nos interlocuteurs nous disaient que l'Octobre avait échoué. L'intervention soviétique en Hongrie avait paralysé le mouvement polonais. Le processus de démocratisation était stoppé. Les forces régressives de l'appareil reprenaient le dessus. Alors que Dionys et Robert maintenaient leur foi candide dans le parti de Gomulka, Lefort et moi (convaincus qu'il n'y aurait pas de vraie démocratisation tant que l'appareil du parti ne serait pas brisé) étions devenus incrédules, sachant que la démocratisation ne pourrait reprendre, plus tard, que sur d'autres bases que celles d'un parti communiste même réformé.

Lefort et moi voulûmes visiter le faubourg de Prague. Dionys ne trouva aucun intérêt à nous accompagner dans cette visite folklorique. Les maisons étaient des sortes d'*isbas*, il n'y avait pas vraiment de rues, mais des espaces en terre où couraient poules et cochons. Dans une taverne, un type nous interpella en français. C'était un ouvrier d'origine polonaise du nord de la France, dont la famille avait rejoint la Pologne après la

guerre. Il nous demanda combien coûtait en France une paire de chaussures comme les nôtres. À l'écoute du prix, il exprima sa rancœur et nous parla des déceptions de tous ceux qui comme lui avaient quitté la France.

En nous promenant dans Prague, Lefort et moi inventâmes une blague à faire à Dionys et Robert. Nous élaborâmes un scénario bouffon sur le chemin du retour, dans le tramway, et nous esclaffant, nous arrivâmes à l'hôtel et trouvâmes nos amis.

Nous commençâmes par raconter qu'à Prague, un ouvrier polonais, qui avait écouté nos propos sur les conseils ouvriers (que nous avions visités à Zeran), nous avait demandé si nous voulions connaître les *vrais* conseils ouvriers. Mais bien sûr. Alors suivez-moi. Il nous avait conduits à travers les poules et les cochons à une *isba* où il avait frappé trois coups. Une vieille femme avait ouvert. Il lui avait parlé en polonais, et la vieille rayonnante se tournant vers nous, nous avait dit : « Entrez, mes enfants ». Nous voici introduits dans l'*isba* obscure. Autour d'une table, de rudes visages de prolétaires qui nous saluent. Ils nous avertissent qu'ils comptent organiser prochainement une insurrection générale des conseils ouvriers.

– Mais pas contre Gomulka ?, s'écrie Dionys, alarmé.

– Mais si, mais si : pour eux, Gomulka est devenu un réactionnaire.

Nous continuons devant Dionys bougon. La vieille nous conduit à une barquette miniature, posée sur la cheminée, dans laquelle il y a des documents secrets.

– Je vous prie, nous dit-elle, de les transmettre à Guy Mollet.

À ce moment Dionys indigné explose :

– Non, non et non ! Jamais je ne remettrai cette barquette à Guy Mollet.

Robert rit mais ne se rend pas compte encore de la plaisanterie. Lefort et moi profitons de son rire pour laisser passer un peu de la rigolade qui nous réprimons.

– Mais Dionys, dis-je en retenant mes spasmes, il faut que tu comprennes que pour eux Guy Mollet est un allié contre les staliniens.

– Je m'en fous. Jamais ne je porterai cette barquette dans ma voiture. Guy Mollet est un salaud.

Nous essayons de lui démontrer qu'il faut à tout prix transmettre la barquette à Guy Mollet. Et plus il s'indigne, plus nous rions. Robert dit souriant « c'est une blague » – « Mais non ce n'est pas une blague » dit Dionys, furieux. Nous nous tordons, et finalement, à grand-peine, nous finissons par le convaincre que l'*isba*, la vieille, le conseil ouvrier, la barquette n'étaient qu'*inventions*.

Ainsi est née ma complicité avec Lefort, en même temps qu'une très grande connivence dans nos réactions politiques ; je connus alors l'apport critique et informatif de *Socialisme ou Barbarie* ; je ne pouvais accepter l'idée tarte à la crème de solution à tous les problèmes par la généralisation de conseils révocables à tout instant. Je ne pouvais enfermer dans le concept de bureaucratie toutes les énergies et les monstruosité du totalitarisme stalinien. Mais je fus séduit par la vigueur de cette pensée, initiée par Castoriadis et Lefort, par son non-conformisme s'opposant aux dogmes de la « gauche » officielle, et à tout ce crétinisme idéologico-politique qui pesa de façon hégémonique en France, de l'après guerre à 1975 environ, et que nous dûmes subir pendant des dizaines d'années.

Nous nous trouvâmes d'accord, Lefort et moi, au moment du manifeste sur le droit à l'insoumission dit des 121. Dionys était à l'origine du texte, qui avait été ensuite remanié par quelques autres, dont Maurice Blanchot. Lefort et moi n'avions pas signé ce texte pour des raisons voisines. J'aurais signé s'il avait comporté seulement l'affirmation du droit à l'insoumission, mais bien qu'il ne fût pas question à proprement parler du FLN dans ce texte, le soutien inconditionné au FLN qu'avait manifesté Dionys, (alors que je ne pouvais admettre la

répression et les calomnies du FLN contre les messalistes), m'indisposait. En même temps, je pensais que la prolongation de la guerre favorisait les forces régressives tant en France qu'en Algérie (au sein du FLN comme chez les pieds noirs) et qu'il fallait avant tout promouvoir la paix, c'est-à-dire des négociations, thème qui était absent du texte des 121. Lefort, à la différence de la plupart des intellectuels de gauche français, ne nourrissait aucune illusion sur le FLN. Ses amis de *Socialisme ou Barbarie* comme lui-même, tout en condamnant radicalement le colonialisme, n'en rejetaient pas moins ces formations déjà totalitaires qui revendiquaient le monopole de la représentativité de leur peuple, réprimaient le droit de tendance et liquidait physiquement leurs opposants. Lefort et moi essayâmes de lancer un autre texte, qui reconnaissait évidemment le droit de l'Algérie à l'indépendance mais poussait à la négociation. Nous préparâmes ce texte avec Colette Audry et Maurice Merleau-Ponty qui l'édulcora quelque peu; puis, pour avoir l'appui du puissant syndicat des instituteurs, nous le présentâmes à son responsable, Forestier, qui l'édulcora également. Finalement notre appel parut; il eut beaucoup moins de retentissement, beaucoup plus de signatures que celui des 121.

Nous nous retrouvâmes encore, Lefort et moi, en mai 1958, au moment du putsch d'Alger. De Gaulle, sous la pression des putschistes, est appelé par le président de la République à la tête du gouvernement. Là, encore, Lefort et moi nous nous séparons de notre ami Dionys qui condamne le dictateur avec les accents de Saint-Just, et de la gauche conformiste qui appelle à sauver une République déjà suicidée. Nous refusons de nous identifier aux partis incapables de faire la paix en Algérie. Nous appelons plutôt à créer partout des «conseils antifascistes», hors de la tutelle des partis, pour résister aux putschistes. Si cette plateforme était bien naïve, nous avons une juste conscience de l'ambiguïté du gaullisme. Nous pressentions que De

Gaulle était capable de faire la paix en Algérie, sans être certains qu'il sauverait la démocratie. Il y avait un «double Je» en De Gaulle: cette formule, dont je titrais un article pour *France observateur*, est de Lefort.

À l'occasion de mai 1958, Lefort et quelques-uns firent dissidence de *Socialisme ou Barbarie*. La majorité, menée par Castoriadis, pensait que le temps était venu de structurer le mouvement à l'échelle nationale en vue de la révolution proche. Lefort refusa ce qui à ses yeux conduisait à la création d'un parti-guide de la classe ouvrière. Il créa ILO, *Informations et liaisons ouvrières*, petit groupe de conscience révolutionnaire par les «masses» elles-mêmes, en l'occurrence quelques dizaines d'individus.

J'avais essayé de l'introduire dans le comité de rédaction d'*Argument* (1957-1962), dont je fus le directeur. Lefort refusa, ne voulant pas lier son nom à celui de quelques-uns des membres de ce comité. Toutefois, il fit l'article principal dans le numéro spécial que nous avons consacré à la bureaucratie.

Notre communauté d'idées allait devenir plus forte encore dans les années 1960. Au terme d'une longue absence et d'une convalescence en 1962, je retrouvai Lefort et Castoriadis à un cercle de discussions qu'ils avaient créé, le «Cercle Saint-Just», qui allait devenir le CRESP (Centre de recherches et d'élaborations sociales et politiques). Lefort, Castoriadis et moi-même vivions, chacun de notre côté, une évolution semblable. Nous avions, à des rythmes différents, mais nous trouvant synchrones à partir de 1962, «provincialisé» et «dépassé» Marx en détectant de plus en plus fortement les insuffisances ou carences de sa pensée, mais en conservant ce qui selon nous préservait sa fécondité¹.

Nous nous sommes réunis régulièrement chez le docteur Pitchall, pendant je crois un ou deux ans, jusqu'à ce que Pitchall quitte son appartement. Ce fut pour moi une période féconde en investigations et discussions. Je me liais alors étroitement avec Cornelius

Castoriadis, et tous trois, jusque dans les années 1980, nous cheminâmes ensemble sous les insultes et les huées des sartriens, althussériens, maoïstes, structuralistes, et en gros de tous les Diafoirus et Trissotin idéologiques, qui à part quelques moments exceptionnels, n'ont cessé de régner en France.

Et voici Mai-68. L'incendie de Nanterre se propage à Jussieu où me conduit mon ami et collaborateur Bernard Paillard. Je découvre un bouillonnement qui m'émerveille. Je me précipite pour alerter Lefort et Castoriadis. Nous allons devenir les «témoins» de ce que le mouvement a eu de plus vivant et spontané. Nous sommes d'accord pour estimer que le 22 mars en est l'instance féconde. On fait ensemble *La Brèche* (un texte original de Lefort, un texte de Castoriadis ronéotypé et diffusé pendant les événements, mes «diagnostics au Monde début et fin mai). Ma seule réserve vient de que je répugnais à ce que le livre soit dédié «aux enragés», ceux à qui tenait Lefort.

Puis les versions trotskystes, maoïstes, etc., recouvrirent Mai-68 des vieux oripeaux idéologiques...

Au cours des années 1970, nous avons été unis dans une répugnance commune à l'idéologie d'«union de la gauche», qui comportait la resucée de toutes les illusions et stupidités sur le socialisme soviétique.

Je fis entrer Lefort, quand il fut au CNRS, au Centre d'études transdisciplinaires (CETSAP) que je dirigeais. Puis, quand il fut directeur d'études à l'EHESS, je lui demandai d'être avec moi co-directeur du Centre. Nos intérêts intellectuels nous avaient portés sur des champs différents. Il s'intéressait à repenser la philosophie politique; moi, je me consacrais à la «complexité». Puis notre amitié, qui avait survécu à bien des brouilles sans importance, fut un moment altérée quand il rejoignit le Centre Raymond Aron et Pierre Rosanvallon.

De fait, comme il était particulièrement irascible, nous nous fâchions parfois, mais au bout d'un temps nous nous retrouvions. Par contre il se fâcha sans récon-

ciliation avec Castoriadis. Il fut élu directeur d'études à l'EHESS. Peu après, Castoriadis posa sa candidature à l'EHESS. Il me demanda de savoir quelle serait l'attitude de Lefort. Comme lui et Annie (que j'adorais en secret) venaient dîner chez moi peu après, je lui dis que je m'informerai. Le dîner est gai, cordial comme le plus souvent. Au moment où il va partir, je lui demande ce qu'il fera le jour de l'élection. Son visage soudain se transforme de courroux: «Quoi! Ce dîner était un piège! Tu es son espion! Eh bien tu ne le sauras pas». Et il partit dans la fureur. En fait, il se montra loyal, fit l'éloge de Castoriadis, qui fut élu.

Je continuai à vivre deux amitiés séparées avec ces deux êtres que j'estimais et aimais. Quand je rencontrais Lefort tantôt il me jetait un regard lourd de rancune, tantôt il m'ouvrait ses bras en me disant «tu es mon frère». Mais tout au cours des années, on n'a cessé de réagir de même, en concordance et je dirais même en harmonie, à tous les événements, guerres, conflits, régressions, progressions, qui ont jalonné les années depuis l'époque où nous nous sommes connus, et cela jusqu'à sa fin.

Il apprit la veille de Noël 2009 qu'il avait un cancer inguérissable au pancréas et son docteur lui donna trois mois de vie. Quand j'appris la chose, j'allai le voir chez lui au rendez-vous qu'il m'accordait. En ahanant tout au long des cinq étages sans ascenseur pour arriver à son appartement rue du Bac, je m'apprêtais à une très triste rencontre. Le Lefort qui m'ouvre la porte est souriant, jovial, nous parlons des événements, nous évoquons des souvenirs, nous plaisantons. Et pendant quelques mois je vais le visiter hebdomadairement et je suis de plus en plus admiratif. Tous les jours, il descend de chez lui, va au Luxembourg, rencontre une amie voisine, fait ses emplettes, remonte les cinq étages. La fatigue le gagne mais il ne renonce pas à sa sortie quotidienne. En fin d'après-midi, il reçoit ses amis, prend/offre le whisky, puis à 20 heures se met devant les infos télévisées. Il lit, prend des notes, il écrit «des flashes», me dit-il, des

souvenirs d'enfance et de jeunesse qui jaillissent et qu'il évoque. Jamais une parole de découragement ou de désespoir. Il sait que dès que la douleur arrivera le médecin lui a promis de hâter la fin. De fait la douleur n'est apparue qu'au cours de l'été, en août. Alors que j'étais au Brésil, il a été hospitalisé en septembre, mais a voulu rentrer chez lui. Son fils, vivant en Grèce, était venu à plusieurs reprises depuis le début 2010 et se trouvait près de lui au dernier moment. Claude s'endormit paisiblement le 3 octobre, et ne se réveilla pas, sans qu'il fût besoin d'une intervention pour arrêter sa vie.

Jamais je n'avais vu un tel courage, une telle noblesse stoïcienne devant la mort. C'est cette admiration que j'exprimais lors de la cérémonie funèbre au crématorium du Père Lachaise. Mais j'exprimais aussi une autre admiration, celle de sa rigueur et lucidité de pensée. Lefort fut le seul intellectuel de gauche qui lors du procès Kravtchenko² en 1949 écrivit que Kravtchenko avait dit vrai ; son texte fut publié dans *Les Temps modernes* sur la pression de Maurice Merleau-Ponty. De même, au sein des *Temps modernes*, Lefort s'opposa au virage de Sartre en faveur de l'URSS dans « Les communistes et la paix » (Sartre, 1952). Il ne succomba à aucune des illusions progressistes. La critique de l'Union soviétique qu'il mena avec Castoriadis fut dès le départ radicale, car elle lui retirait le privilège ontologique que lui conservait Trotsky, pour qui l'URSS était un état socialiste « dégénéré » qui pouvait se régénérer. Puis dépassant les thèses de *Socialisme et Barbarie* qu'il avait élaborées avec Castoriadis, dépassant du même coup une science politique compartimentée en secteurs étanches, il devint un penseur du politique, où philosophie et science sont en permanente dialectique, penseur du totalitarisme et corrélativement penseur de la démocratie. Voilà une des grandes pensées du siècle qui, j'espère, sera reconnue lorsque les baudruches se seront dégonflées.

En moi amitié, admiration, chagrin sont mêlés à jamais.

OUVRAGES DE CLAUDE LEFORT

La Brèche, en collaboration avec MORIN, E. et COUDRAY, J.-M. (pseudonyme de C. CASTORIADIS), Paris, Fayard, 1968.

Éléments d'une critique de la bureaucratie, Paris, Droz, 1971.

Le Travail de l'œuvre : Machiavel, Paris, Gallimard, 1972.

Un Homme en trop. Essai sur l'archipel du goulag de Soljénitsyne, Paris, Seuil, 1975.

Les Formes de l'histoire, Paris, Gallimard, 1978.

Sur une colonne absente. Autour de Merleau-Ponty, Paris, Gallimard, 1978.

L'Invention démocratique, Paris, Fayard, 1981.

Essais sur le politique : XIX^e et XX^e siècles, Paris, Seuil, 1986.

Écrire à l'épreuve du politique, Paris, Calmann Lévy, 1992.

La Complication, Paris, Fayard, 1999.

Les Formes de l'histoire. Essais d'anthropologie politique, Paris, Gallimard, coll. « Folio Essais », 2000.

Le Temps présent, Paris, Belin, 2007.

Édition scientifique et préface des *Œuvres*, MERLEAU-PONTY, M., Paris, Gallimard, coll. « Quarto », 2010.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

KRAVTCHENKO, V., *J'ai choisi la liberté! : la vie publique et privée d'un haut fonctionnaire soviétique*, Paris, Éd. Self, 1947.

MORIN, E., *Pour et contre Marx*, Paris, Temps Présent, coll. «Racines & Ruptures», 2010.

SARTRE, J.-P., «Les communistes et la paix», *Les Temps modernes*, n° 81, 1952, p. 84-85.

Edgar Morin
Institut des sciences de la communication
du CNRS (ISCC)

NOTES

1. Voir mon *Pour et contre Marx* (Morin, 2010) qui contient quelques-uns de mes textes de l'époque.
2. Kravtchenko fut un transfuge de l'ambassade soviétique peu après la fin de la Guerre et qui écrivit *J'ai choisi la liberté* (Kravtchenko, 1947), livre où il relate la réalité de la vie en URSS et où se trouve dénoncé le totalitarisme stalinien. Au cours de deux procès à Paris, il lui fut reproché de mentir sur l'Union soviétique; ses témoins rescapés du goulag furent dénoncés par les avocats adverses comme des agents américains stipendiés, et la fine fleur de l'intelligentsia française de gauche vint témoigner pour l'Union soviétique contre Kravtchenko.